


Profil Pays – République Démocratique du Congo

1- Informations générales

	Nom	République Démocratique du Congo (RDC)
	Capitale(s) du pays	Kinshasa
	Langue	Français
	Ports Principaux	Matadi, Boma, Banana
	Littoral (km)	40

1- Liste de Contacts

[Autorités nationales compétentes chargées de préparation et de lutte en cas de pollution par les hydrocarbures](#)

Nom	Jean-Paul Mwamba Nyembo
Ministère/Département/Agence	Ministère de l'Environnement, de la Conservation de la Nature, Eaux et forêts, Comité Intérimaire du Courant de Guinée
Poste	Directeur de l'Environnement Marin et côtier, Coordonnateur du Centre de lutte contre les pollutions Marines, Directeur National du Comité Intérimaire du Courant de Guinée de la RDC
Adresse	17, 7 ^e rue Limete Kinshasa, RDC
Téléphone	+243997816451
Mobile	+243810708003
Fax	
Courriel	nyembordc@yahoo.fr
Officiellement désigné	Oui

[Point Focal GI WACAF](#)

Nom	Jean-Paul Mwamba Nyembo
Ministère/ Département / Agence	Ministère de l'Environnement, de la Conservation de la Nature, Eaux et forêts, Comité Intérimaire du Courant de Guinée

Poste	Directeur de l'Environnement Marin et côtier, Coordonnateur du Centre de lutte contre les pollutions Marines, Directeur National du Comité Intérimaire du Courant de Guinée, Directeur National du Comité Intérimaire du Courant de Guinée de la RDC
Adresse	17, 7 ^e rue Limete Kinshasa, RDC
Téléphone	+243997816451
Mobile	+243810708003
Fax	
Courriel	nyembordc@yahoo.fr
Officiellement désigné	Oui

2- Plan National d'Intervention d'Urgence (PNIU) en cas de déversements accidentels d'hydrocarbures

Élaboration du PNIU

Nom du PNIU	Plan National d'Urgence de Lutte contre les Déversements accidentels des hydrocarbures - PLAN POLMARC
Statut du PNIU	Développé
Date de la dernière mise à jour approuvée	25/05/2012
Décret de dernière approbation	Non
Groupe de travail / comité	Comité Permanent de Concertation rassemblant : ministère de l'environnement, de la défense, de l'intérieur, de l'économie, des finances, de la recherche scientifique, des mines, du pétrole, de l'industrie, de la pêche et de l'agriculture, de la santé et de la protection sociale, des transports et de la communication, des affaires étrangères, du budget, de la planification et représentants des entreprises pétrolières, portuaires Secrétariat : Commissariat maritime et Direction générale CICG

Composants du Plan National d'Intervention d'Urgence

- Politique sur l'utilisation des dispersants

Statut de la politique sur l'utilisation des dispersants	En cours d'élaboration
L'utilisation des dispersants de pétrole comme (première/deuxième/dernière option/pas une option)	Requérir l'autorisation en cas de situation critique

Existence de procédure d'approbation & liste de dispersant pré-approuvés	Non	
Stock de dispersant	Stock de chaque industrie pétrolière	
Est-ce que la politique sur l'utilisation de dispersants est prise en compte dans le PNIU ?	Oui	
Si oui, indiquer le nom du décret relatif à la politique d'utilisation de dispersants	Loi portant sur les principes fondamentaux de protection de l'environnement	
Liste de dispersants approuvés	Annexe plan POLMARC	
Limite géographique pour l'utilisation des dispersants	5km du large et 10m de profondeur	
Emplacement des sites de stockage		
Nom Banana	Propriétaire Perenco	Volume 25 000 m³

- Cartographie de sensibilité

Statut des cartes de zones sensibles aux déversements d'hydrocarbures	En cours
Est-ce que les cartes de sensibilité sont prises en compte dans le PNIU?	Oui
Date de validation	
Comité /groupe de travail	Comité Antipollution
Est-ce que la carte couvre le littoral entier?	Oui
Est-ce que les types de littoraux et les zones les plus sensibles sont identifiés et pris en compte?	Oui
Est-ce que les cartes de sensibilité sont développées à partir du SIG ?	Oui
Source des cartes de sensibilité	Ministère de l'environnement

- Plan d'évaluation et de nettoyage du littoral

Est-ce que le plan d'intervention sur le littoral fait partie du PNIU ?	Oui
Est-ce que le plan d'intervention sur le littoral intègre la stratégie d'évaluation et de nettoyage du littoral?	Oui

- Plan de gestion des déchets

Statut du plan de gestion des déchets	En cours
Est-ce que le plan de gestion des déchets fait partie du PNIU?	Oui
Le plan de gestion des déchets prend-t-il en compte le transport, le stockage temporaire et l'élimination finale des déchets ?	Oui
Date de validation	
Comité /groupe du travail	Comité Antipollution

- Plan d'intervention pour la sauvegarde de la faune polluée

Est-ce que le plan d'intervention pour la sauvegarde de la faune polluée fait partie du PNIU?	Oui
Est - ce que le plan d'intervention pour la sauvegarde de la faune polluée fournit des informations sur le recours à des experts, des volontaires et les bonnes pratiques ?	Oui

- Politique de brûlage in-situ

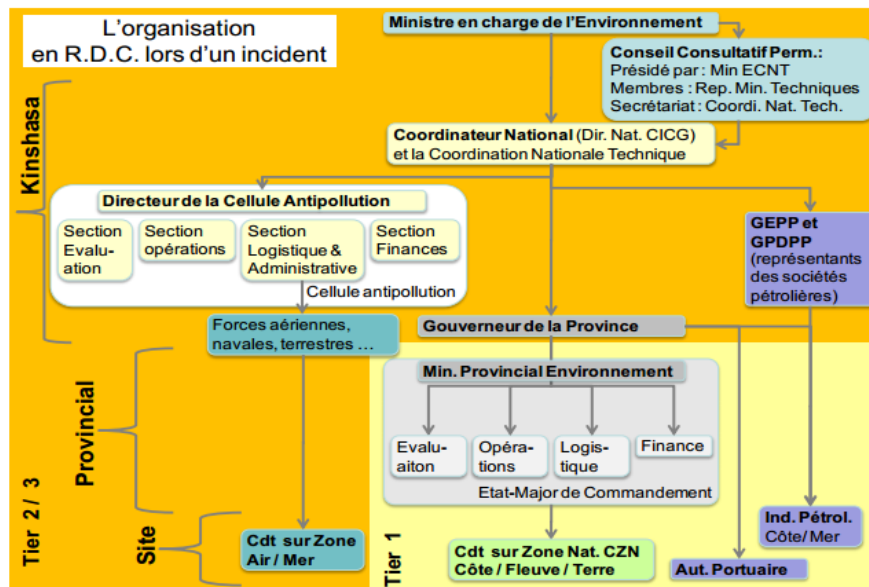
Est-ce que la politique de brûlage in situ fait partie du PNIU?	Non
--	-----

Organisation

- Système de Gestion de crises (IMS)

Est-ce que le concept de Système de Gestion de crise est intégré à tous les aspects du plan (à la lutte en mer, au nettoyage du littoral, à la gestion des déchets etc.)?	Oui
Est-ce que les rôles et les responsabilités sont définis?	Oui

- Organigramme



Aspects transfrontaliers

- Coopération transfrontalière

Est-ce qu'il existe un mécanisme de coopération de lutte au niveau bilatéral et/ou sous régional qui fait partie du PNIU?	Oui, dans le cadre de la Convention d'Abidjan
Est-ce qu'il y a des exercices transfrontaliers organisés au moins tous les trois ans ?	Non
Si oui, indiquez la date du dernier exercice transfrontalier	

- Circulation transfrontalière d'expertise et d'équipement

Est-ce que la circulation transfrontalière d'expertise et d'équipement fait partie du PNIU ?	Non
Etat d'avancement des travaux concernant la circulation transfrontalière d'expertise et d'équipement	Accords en vue prochainement
Date de validation	

Autres éléments du Plan National d'Intervention d'Urgence

Est-ce qu'il y a un processus identifié dans le PNIU pour choisir la meilleure stratégie et technique pour minimiser les impacts (NEBA)?	Oui
--	-----

Est-ce que le PNIU prend en compte l'apport et l'augmentation prévue des ressources pour traiter un certain nombre de scénarios de lutte (intervention à plusieurs niveaux) ?	Oui
Est-ce que le PNIU identifie l'accès aux capacités d'observation visuelle?	Oui
Est - ce que le PNIU prend en compte les substances nocives et potentiellement dangereuses ?	Oui

3- Conventions & Accords

Prévention

Nom	Ratification	Transposition dans la législation nationale
Convention MARPOL 73-78	Oui	Oui
MARPOL IV	Oui	Oui
MARPOL V	Oui	Oui
MARPOL VI	Oui	Oui

Préparation et intervention

Nom	Ratification	Transposition dans la législation nationale
OPRC 1990	Non	Non
Protocole OPRC-HNS - 2000	Non	Non

Responsabilité et indemnisation

Nom	Ratification	Transposition dans la législation nationale
CLC 1992	Oui	Oui
FONDS 1992	Oui	Oui
Fonds Complémentaire	Oui	Oui
Convention HNS 1996	Non	Non
Protocole HNS 2010	Non	Non
Convention Hydrocarbures de soute - 2001	Oui	Oui

Accords Sous -Régionaux et Bilatéraux

Nom	Ratification	Transposition dans la législation nationale
Convention d'Abidjan - Protocole relatif à la Pollution par les hydrocarbures	Oui	Oui
Plan régional de lutte contre les déversements du Programme du Grand Ecosystème Marin du Courant de Guinée (GCLME)	Oui	Oui
Convention de Bamako (sur l'Interdiction d'importer en Afrique des déchets dangereux et sur le Contrôle des Mouvements transfrontaliers et la Gestion des déchets dangereux produits en Afrique)	Oui	Oui

4- Formation

Est-ce que le pays organise des formations internes et/ou des exercices au moins une fois par an?	Oui
Liste des activités menées par le projet GI WACAF depuis 2013	
Type et thème de l'activité	Date
N/A	

5- Expertise et ressources

Commentaires

Seules les ressources de base de la part du port, du département des travaux publics, de sources agricoles et commerciales sont disponibles pour lutter contre les déversements. Aussi, l'expertise du Ministère de l'environnement, des transports et de l'industrie pétrolière.

Equipement

Est - ce que la capacité nationale de lutte contre les déversements est suffisante pour mettre en œuvre les opérations d'intervention en cas de déversement d'hydrocarbures (TIER1) ?	Oui
Est - ce que la capacité nationale de lutte contre les déversements est suffisante pour mettre en œuvre les opérations d'intervention en cas de déversement d'hydrocarbures (TIER2) ?	Oui
Est - ce que la capacité nationale de lutte contre les déversements est suffisante pour mettre en œuvre les opérations d'intervention en cas de déversement d'hydrocarbures (TIER3) ?	Non